

Crise des sous-marins : peut-on parler de guerre froide après le pacte Aukus ?

Par [Elisabeth Pierson](#)

Publié il y a 9 heures,

Mis à jour il y a 8 heures



En 2015, le vice-président Joe Biden et le président Xi Jinping lors d'une réception organisée par le secrétaire d'État John Kerry, à Washington. *PAUL J. RICHARDS / AFP*

INTERVIEW - La signature du traité de défense pour contrer l'influence chinoise en Indo-Pacifique a alarmé le secrétaire général de l'ONU, qui craint de voir le monde «retomber dans une guerre froide». Une analogie que nuance Pierre Grosser, professeur en relations internationales à Sciences Po.

Le 16 septembre 2021, coup de tonnerre sur la scène internationale : les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie rendent public un nouveau pacte de défense appelé «*Aukus*». L'objectif, endiguer l'expansionnisme chinois dans l'Indo-Pacifique. De quoi faire immédiatement cabrer Pékin. Selon le porte-parole de la diplomatie chinoise, cette nouvelle coopération est un acte «*extrêmement irresponsable*», qui «*sape gravement la paix et la stabilité régionales, intensifie la course aux armements et compromet les efforts internationaux de non-prolifération nucléaire*». Lundi, c'était au tour du secrétaire général de l'ONU de s'alarmer : «*Nous devons*

éviter à tout prix de retomber dans une guerre froide qui serait différente de la précédente, et serait probablement plus difficile à gérer, et plus dangereuse», a mis en garde Antonio Guterres.

Agrégé d'histoire détaché à Sciences Po depuis 1996, Pierre Grosser y enseigne principalement l'histoire des relations internationales et les enjeux mondiaux contemporains.

LE FIGARO. Le nouvel axe militaire entre Américains, Australiens et Britanniques marque-t-il un retour à une logique des blocs en Asie-Pacifique, similaire à ce que le monde a connu au temps de l'URSS ?

Pierre GROSSER.- Il est vrai que les liens entre la Russie et la Chine n'ont jamais été aussi bons depuis le traité sino-soviétique de 1950. Aujourd'hui, on ne peut encore parler de bloc, mais la relation est excellente. D'un côté, la Russie a les armes et les matières premières, tandis que la Chine talonne les États-Unis dans la course à la primauté économique. Les diplomaties des deux États ont les bras plus longs qu'à l'époque, compliquant les calculs occidentaux.

L'analogie est-elle donc pertinente ?

Elle n'a dans tous les cas rien de nouveau, particulièrement de la part de Pékin qui, depuis les années 1990, accuse régulièrement les États-Unis d'avoir conservé une *«mentalité de guerre froide»*. Côté occidental, l'appellation est également agitée à tort et à travers parce qu'elle est notre unique référence pour évoquer une telle situation : une rivalité mondiale qui ne dégénère pas tout à fait en guerre. On pourrait trouver d'autres termes, parler par exemple de *«rivalité sino-américaine»*, mais cela sonnerait plus creux...

Mais qu'entend-on exactement par *«guerre froide»* ? Rappelons que cette période s'est étendue sur près de 45 ans - voire plus de 70 ans si on part de 1917 - et a englobé de multiples dimensions, idéologiques, stratégiques, culturelles, sans compter les liens avec les décolonisations. Certaines de ces réalités n'ont cessé d'évoluer au cours des ans, d'autres n'ont jamais totalement disparu. Allez voir à Cuba ou en Corée du Nord, ou regardez les passes d'arme régulières entre Washington et Moscou sur l'extension de l'OTAN. Vous verrez que la guerre froide n'a pas partout cessé.

À VOIR AUSSI - Chine: Biden assure qu'il ne veut pas de «nouvelle Guerre froide»

Pourquoi Antonio Guterres a-t-il alors fait la comparaison historique en évoquant un risque *«dangereux»* ?

L'utilisation d'une telle rhétorique est stratégique. Pour des acteurs internationaux tels que Pékin ou Moscou ou même pour l'ONU, brandir comme garde-fou cette période de vives tensions géopolitiques - avec de vraies guerres de l'Amérique centrale à l'Asie en passant par

l'Afrique, ainsi que le risque nucléaire - n'a rien d'anodin. Cela permet, au lieu de désigner directement des États comme adversaires, de pointer le retour à la guerre froide comme véritable ennemi, à l'heure où les défis sont globaux, comme l'environnement ou la santé.

Dans cette instrumentalisation, la Chine peut s'appuyer, comme dans les années 1960, sur une partie de la gauche occidentale et une partie de la droite européenne pour affirmer que la guerre froide et son retour sont le produit d'États-Unis militaristes et impérialistes.

Les relations entre Washington et Moscou étaient quasi inexistantes au plus fort de la guerre froide, tandis que de nombreux géants de l'investissement américain, tels Apple ou Tesla, sont présents aujourd'hui en Chine. Cela change-t-il la donne ?

Certainement, mais l'interdépendance qui lie les deux superpuissances peut, pour l'une comme pour l'autre, devenir une arme. À titre d'exemple, la bataille des normes techniques relève d'un bras de fer moins visible que les exercices militaires, de même que le monde d'internet favorise les cyberattaques.

Toutefois, on entend de plus en plus, côté américain, un discours de désimbrication, pour limiter les interdépendances, à la fois du côté chinois et américain. Pékin va même plus vite. On peut dès lors envisager une évolution comme celle des années 1930, quand, après la crise des subprimes, de grands blocs économiques ont été forgés, avec des tentations d'autarcie. Tout le système libéral créé à partir de 1944 devait éviter ce retour aux blocs protectionnistes, mais cette évolution est crainte depuis la crise de 2008, avec désormais des dimensions idéologique et stratégique.

Le gouvernement chinois a notamment accusé ce pacte de « *compromettre les efforts internationaux de non-prolifération nucléaire* ». Doit-on craindre une résurgence de la course au nucléaire ?

La Chine ne peut donner des leçons sur ce point, alors qu'elle-même fut plutôt proliférante, au moins jusqu'à son entrée en 1992 dans le Traité de non-prolifération. Elle a même semblé se « *socialiser* » en rejoignant ce type de traité. Or, la modernisation et l'accroissement de l'arsenal nucléaire chinois, bien qu'encore très en deçà de celui de la Russie et des États-Unis, bouleversent les calculs des États-Unis, qui ne sont pas habitués à gérer plusieurs adversaires nucléaires - sans compter la Corée du Nord, très dérangeante.

Toutefois, rappelons que le projet de sous-marins à propulsion nucléaire pour Canberra ne concerne en rien l'arme nucléaire elle-même. Tout comme le Japon et la Corée du Sud, l'Australie n'a pas choisi cette voie - malgré quelques tentations - parce que Washington l'a assurée de son « *parapluie* » nucléaire. C'est uniquement dans la mouvance Trump que la question s'est posée de réduire les engagements en Asie, en laissant Tokyo et Séoul aller vers l'arme nucléaire.

À VOIR AUSSI - Quels sont les risques de conflits dans la zone indo-pacifique? Notre correspondant en Asie vous répond

Comment la France peut-elle se positionner, entre les États-Unis et la Chine, et après avoir été trahie par son allié de toujours ?

C'est tout le problème. Comme dans l'après-guerre, la France s'inquiète de cette rivalité entre les deux camps qui l'oblige à faire un choix. On reparle de « *Troisième force* », comme dans les années 50 où deux partis politiques, l'un communiste l'autre gaulliste, avaient pour objectif majeur la destruction du régime, générant une fusion des autres partis pour soutenir la IV^e République.

Mais notre crainte est avant tout d'être relégué au second plan par les Américains. Le « *coup dans le dos* » qu'a représenté Aukus pour la France va à l'encontre de notre volonté permanente depuis 1945 de peser dans les choix des États-Unis, leader du camp occidental et protecteur de dernier recours. Cela nous rappelle de mauvais souvenirs, lorsque en 1944, les Alliés effectuaient de grands choix stratégiques sur la France sans nous concerter. Sur ce plan, les prochaines élections présidentielles seront essentielles. Espérons que les candidats dépasseront les postures pour nous faire savoir comment la France peut s'ajuster à ce monde nouveau.